

Les compagnies républicaines de sécurité (CRS), conservent un rôle indispensable. Elles sont, comme l'ensemble des services publics, concernées par la recherche de l'efficacité, la nécessité d'optimiser leur organisation et leurs moyens. La modernisation des CRS passe à cet égard, comme celle de l'ensemble des forces de sécurité intérieure, par une bonne répartition sur le territoire et une utilisation recentrée sur leur véritable métier : le maintien de l'ordre public. Or celui-ci ne représente plus qu'une part minoritaire de l'activité des forces mobiles. Elles doivent donc être libérées des missions qui ne relèvent pas de leur fonction principale. Cette double évolution permettra d'accroître le potentiel opérationnel en matière de sécurité publique. La réforme des forces mobiles ne portera nullement atteinte au potentiel des forces de sécurité en matière de sécurisation et de lutte contre les violences urbaines. La création d'unités territoriales de quartier (UTEQ) et d'une vingtaine de compagnies de sécurisation dans le cadre de la partie « sécurité » du plan Espoir Banlieues présente l'avantage d'affecter des services ayant une parfaite connaissance du terrain et pouvant assurer des missions judiciaires. Les UTEQ, dont les premières sont d'ores et déjà opérationnelles dans la Seine-Saint-Denis, seront mises en place dans certains quartiers d'agglomérations choisies pour leur sensibilité à la délinquance. Elles effectueront des opérations de recherche du renseignement opérationnel, d'identification et d'interpellation des auteurs d'infraction. Pour leur part, les compagnies de sécurisation seront chargées de compléter l'action des services territoriaux de sécurité publique dans la lutte contre la délinquance et les violences urbaines. Les modalités concrètes de la modernisation des forces mobiles sont encore à l'examen et il ne saurait donc y avoir à ce jour de décision prise quant à d'éventuelles suppressions d'unités. En tout état de cause, ces réformes permettront de maintenir le potentiel opérationnel des forces de sécurité tout en contribuant à l'objectif global de réduction du nombre de fonctionnaires.